

Changer les comportements : une utopie ?

Entretien avec Edwin Zaccai*

ESPRIT – *On parle beaucoup de « développement durable » actuellement mais est-ce seulement une formule ou peut-on vraiment y voir un projet alternatif à notre mode de développement ?*

Edwin ZACCAI – Par rapport aux politiques d'environnement qui l'ont précédé, le développement durable présente bien une histoire spécifique. Celle-ci se développe tant au niveau de l'ONU qu'à l'échelle européenne.

Dans la politique internationale, dès les années 1980, l'ONU est à la recherche de nouvelles formules de développement. C'est dans ce contexte qu'en 1987, le rapport Brundtland, rédigé par une commission mondiale pour l'environnement et le développement, définit le « développement durable » comme un projet mobilisateur susceptible de rencontrer un consensus planétaire. Il s'agit de favoriser des changements forts dans les différentes activités qui ont un impact sur l'environnement. Étant donné la relative faiblesse de la gouvernance environnementale mondiale, qui se manifeste encore plus nettement dans les décennies suivantes, le rapport table sur une mobilisation d'acteurs à tous les niveaux en mettant en avant des synergies avec d'autres objectifs majeurs de l'économie. Pour les entreprises, par exemple, un chapitre souligne les avantages de « produire plus avec moins » dans une optique d'efficacité non seulement économique mais aussi écologique. Parallèlement, le rapport plaide pour un renforcement structurel de l'aide internationale aux pays pauvres. Les aspects sociaux, principalement orientés vers la satisfaction des besoins des plus démunis, font partie intégrante de cette orientation.

* Professeur à l'Université libre de Bruxelles, où il dirige le Centre d'études du développement durable (IGEAT). Il enseigne depuis 2006 à l'IEP-Paris.

En ce qui concerne la croissance économique par exemple, non seulement le rapport pose une condition forte d'atténuation de ses impacts environnementaux, mais aussi celle d'une redistribution équitable de ses fruits. Pour les pays peu développés industriellement, toute l'importance de la gestion des ressources naturelles est rappelée dans la perspective des objectifs traditionnels de développement, à un moment où les gouvernements des pays du Sud tenaient peu compte de ce type d'approche.

Le succès de la conférence de Rio en 1992 va entraîner une première vague d'engouement pour les promesses du développement durable nouvellement défini. Les pays du Sud attendent d'accéder à des montants financiers importants promis par les pays riches, dans le contexte de l'après-1989, où des bénéfices du désarmement sont escomptés, tant politiquement que financièrement. Mais ce *New Deal* ne sera pas respecté, l'aide publique au développement va décroître, le Fonds mondial pour l'environnement mis en place ne recueillera lui aussi qu'une fraction des montants promis. En outre, la libéralisation croissante de l'économie fait primer les enjeux du commerce sur la protection de l'environnement. Théoriquement, la croissance économique favorisée par la libéralisation des échanges devait dégager des moyens pour lutter contre la dégradation de l'environnement. À l'examen, dans bon nombre de cas, les dégradations continuent du fait d'une exploitation directe croissante de ressources naturelles sans instruments de gestion suffisants pour en tempérer l'impact. De plus, malgré l'accord historique du protocole de Kyoto pour le climat (1997), la gouvernance mondiale sous l'égide de l'ONU en ces matières piétine, notamment du fait de la frilosité américaine. C'est ainsi que le Sommet mondial du développement durable organisé à Johannesburg, dix ans après Rio, ne peut que constater que les résultats ne sont pas au rendez-vous, alors même que, sur le plan de la participation, notamment des entreprises, et du retentissement médiatique, l'événement apparaissait prometteur.

Le second lieu de formulation du projet de politiques durables se situe au niveau européen. Au moment de Rio, à travers un plan d'environnement décennal, le développement durable est interprété de façon volontariste comme une *intégration* d'objectifs environnementaux dans tous les grands secteurs d'activités : industries, agriculture, énergie, transports, tourisme. D'un point de vue technique et organisationnel, des changements seront réalisés : études d'impacts, plans de gestion environnementaux pour des entreprises ou des collectivités, efficacité énergétique, contrôle et recyclage des déchets. La décennie 1990 enregistre des avancées environnementales incluant certaines améliorations de la qualité de l'air ou de l'eau, des réductions importantes d'impacts dans certaines entreprises ou, de façon plus marginale, la promotion de produits plus écologiques. L'impor-

tance du cadre européen dans les politiques nationales est un fait parfois méconnu. Tout un appareil d'évaluation des progrès à l'aide d'indicateurs va être coordonné par l'Agence européenne de l'environnement, une source de rapports et de recommandations de premier plan.

Pourtant, à partir du Sommet de Johannesburg, les limites de ces avancées vont apparaître de plus en plus clairement. Tout d'abord, dans de larges parties du monde, la situation environnementale continue à se dégrader et les meilleures performances environnementales domestiques de pays riches n'excluent pas de larges impacts qui sont déplacés à l'étranger du fait des délocalisations ou de l'importation des produits. Surtout, les observations et prévisions scientifiques sur le changement climatique analysent désormais cette menace comme beaucoup plus sérieuse que précédemment. Ainsi les objectifs nécessaires de diminution d'un facteur 4 ou 10 des émissions dans les décennies à venir apparaissent comme aussi nécessaires que difficiles à tenir alors même que les quelques pour cents de diminution des émissions satisfaisant le protocole de Kyoto ne sont atteints que de façon laborieuse en Europe. Pour réaliser les objectifs européens de Kyoto, l'Allemagne avait pris sur elle une grande part de l'effort, et une très large contribution à ses résultats provient de la fermeture ou du réaménagement d'usines très polluantes à l'Est. D'autres pays, comme l'Espagne, la Grèce ou même l'Autriche, ont *augmenté* leurs émissions, tandis qu'une part des réductions officiellement actées aujourd'hui n'est pas réalisée sur le territoire des pays membres mêmes, mais comptabilisée *via* le financement d'investissements menant à des réductions dans des pays tiers¹.

Si les problèmes environnementaux et climatiques mondiaux semblent donc miner une part de la confiance antérieure placée dans le développement durable, la notion souffre aussi d'un essoufflement que sa formule même finit par révéler. « L'intégration » de questions environnementales dans les différentes politiques est évidemment freinée quand les objectifs et les tendances de fond des politiques demeurent contradictoires. Le consensus a tendance à se limiter à des opérations dans lesquelles tout le monde a l'impression de rester « gagnant », à court terme et de façon directe, alors qu'il s'agirait idéalement de tenir compte des générations présentes, mais aussi futures, le tout dans une optique mondiale. La formule « incantatoire », répétée à l'envi, du développement durable – à savoir tenir compte de, ou chercher un équilibre entre, les « trois dimensions de l'environnement, du social et de l'économique » – joue un rôle de liant pour des concertations, mais se révélera souvent impuissante pour faire naître des choix très différents des trajectoires initiales,

1. Agence européenne de l'environnement, *Greenhouse Gas Emission Trends and Projections in Europe 2009*, Copenhague, EEA report, 2009, n° 9.

sans compter que ces « dimensions » comportent elles-mêmes de multiples composantes et reçoivent chacune des interprétations diverses (qu'est-ce que « le social » par exemple ?). En réalité, on ne peut faire l'économie d'une pensée politique sur le social et l'économique, plus affirmée qu'elle ne l'est dans les formules superficielles mises en avant. Comme symbole et comme valeur, le développement durable continue à faire largement recette (qui pourrait être contre ? c'est un peu comme la démocratie ou la justice) bien qu'on perçoive davantage de dissensus actuellement. Mais en tant que politique à appliquer, à travers des plans et des dispositifs, le bilan apparaît faible ces dernières années.

Les conditions d'une économie durable

N'y a-t-il pas néanmoins des avancées notables du fait de la crise récente ou bien assiste-t-on à une subordination croissante des objectifs environnementaux à la perspective de « retour de la croissance » ?

Un certain nombre de plans de relance comportent un volet « vert », dans lequel les créations d'emplois relatifs aux économies d'énergie et aux énergies renouvelables dans l'habitat, dans les villes, jouent un rôle majeur. Ces orientations ne sont pas propres à la crise, et aux États-Unis par exemple, il y avait déjà tout un volet environnemental dans les programmes électoraux d'Obama ou d'Hillary Clinton qui promettait la création de millions de *green collar jobs*. Parce qu'elles sont en prise directe sur des enjeux économiques considérables qui sont ceux de l'énergie, les questions climatiques, d'un retentissement toujours croissant, ont acquis en tout cas nettement plus d'intérêt chez des acteurs influents que certaines nuisances environnementales à impact direct plus faible.

En ce qui concerne les transformations économiques et industrielles, la crise joue en réalité dans plusieurs sens, puisqu'elle peut en effet favoriser des efforts nouveaux envers la protection de l'environnement (visant surtout le climat) mais elle peut en même temps raréfier ou retarder des investissements vers des procédés favorables à l'environnement à long terme mais parfois coûteux à court terme. Sur le fond, la crise pourra aussi jouer un rôle envers la remise en question de modèles de croissance polluants, générateurs d'instabilité et insatisfaisants sur le plan des retombées sociales. En France, la mise en place de la commission Stiglitz date d'avant la crise, mais ses conclusions en septembre 2009 visant à remettre en cause la centralité du critère de croissance économique dans la mesure du développement s'accordent avec les orientations du développement durable, et paraissent audibles aujourd'hui dans des sphères plus larges que par le passé. Reste que, parallèlement, toujours en France, la commission Attali « pour la libération de la croissance » prônait début

2008 des orientations assez différentes, témoignant encore une fois de ce qu'il n'y a pas d'évolution nette vers un modèle différent.

Sur le plan de la communication, le développement durable reste cependant moins mis en avant que l'« environnement » ou le « vert » : voir par exemple le Green New Deal qu'a lancé le PNUME pour répondre à la crise ou, en France, le Grenelle de l'environnement.

Mais s'agit-il de répondre, en mettant en avant le thème écologique, à certains problèmes liés au développement économique ou bien une politique du développement durable peut-elle être une manière d'envisager autrement notre relation au développement économique ?

Selon une formule saisissante attribuée à Nicholas Stern, auteur d'un rapport majeur montrant l'intérêt économique à atténuer dès que possible les changements climatiques, ces derniers sont « le plus grand échec du marché que le monde ait connu ». En effet, les « externalités négatives », c'est-à-dire les impacts climatiques non inclus dans les transactions, engendreront des perturbations majeures pour l'activité économique et sociale sur une échelle comparable aux perturbations associées aux grandes guerres et à la Grande dépression des années 1930. À peu près tous les experts en ces matières estiment qu'une hausse sensible du prix du CO₂ est indispensable, même si son niveau souhaité diffère selon qu'on ait plus ou moins confiance dans le progrès technique, et qu'on accepte des perturbations à court terme de l'économie.

Il est frappant de constater combien il est considéré comme normal que les économies subissent les effets externes de prix du marché, alors que des influences beaucoup plus mineures de politiques publiques de protection de l'environnement sont régulièrement jugées intolérables. Ainsi le prix du pétrole a imposé des augmentations de carburant à la pompe de près de 50 % entre 2002 et 2008, tandis que quelques centimes issus d'une taxe carbone provoquent des levées de boucliers. Cette hausse du pétrole sur le marché mondial, sans dégager de recettes utilisables par la collectivité, a réalisé brutalement ce que les pouvoirs publics peinent à mettre en place à des niveaux bien plus modestes, en usant de compensations et en s'engageant à réutiliser les recettes pour des politiques écologiques ou sociales.

Cette péripétie fait aussi réfléchir à la symbolique accolée aux questions environnementales, et à leur utilisation idéologique. En effet, la part de prélèvements obligatoires sur le carburant en France comme dans d'autres pays est bien supérieure à ces quelques centimes, alors que cette même taxe, levée au nom de l'environnement, semble insurmontable à bien des intervenants dans le débat public. Certaines études montrent qu'une hausse importante mais régulée du prix du carbone pourrait avoir des effets importants non seulement sur les émissions, mais aussi des retombées positives sur des indica-

teurs sociaux et même sur le PIB, *via* le développement d'une série de secteurs comme l'éducation ou la santé, à supposer que les montants générés par ces taxes y soient réinvestis. Cette approche est donc économiquement sensée, pour une analyse qui s'inscrit dans le sillage par exemple des travaux de la commission Stiglitz, mais son écueil majeur réside dans la nécessité de régulations plus fortes, pouvant faire admettre que des secteurs polluants seront défavorisés. La crise actuelle peut jouer dans deux sens ici : d'une part, un retour de demandes de régulation, mais d'autre part, les pouvoirs publics pourraient hésiter à fragiliser encore davantage des secteurs qui ont été très affectés.

Reste que si l'on élargit le regard pour s'intéresser au développement dans le monde, on pourrait arguer qu'il y a encore un certain nombre d'autres « plus grands échecs du marché », tels que l'amplification des écarts de richesse, avec des indices de pauvreté qui stagnent ou se détériorent dans un certain nombre de pays, alors même que les personnes dotées de plus d'un million de dollars d'actifs dans le monde jouissent d'un patrimoine total équivalent à 60 % du PIB mondial annuel². Le coût que représentent des investissements capables de sauver des vies humaines, comme celui de l'accès à l'eau potable, ou à d'autres services de santé de base, reste pourtant faible par rapport à des dépenses bien moins essentielles réalisées couramment dans le monde, rappelant, si besoin était, que la satisfaction de la demande solvable est fort différente de celle des besoins de base. Le respect de l'environnement pourrait bien être, à condition de réformes profondes, l'un des facteurs parmi d'autres de cette évolution, que le développement durable, un temps, a fait espérer.

Que peut le consommateur ?

Comment ces questions sont-elles perçues et en quelque sorte « traitées » par les consommateurs ? Quels sont les impacts du « verdissement » des consommations tant sur le plan matériel (diminution des pollutions) que des évolutions de l'image et de la signification de la consommation ?

Ceux qui analysent les politiques d'environnement n'attendent en réalité pas énormément des consommateurs, même si les appels à leur responsabilité, dans des publicités ou des campagnes d'associations et de pouvoirs publics en vue d'influencer leurs comportements, peuvent donner l'impression contraire. Pourquoi alors ces appels se sont-ils développés ? On peut pointer ici un recoupement entre les campagnes menées par des associations pour mobiliser des consom-

2. *Images économiques du monde de 2010*, Paris, Armand Colin, 2009, p. 4.

mateurs à « voter avec leur portefeuille », à se montrer « des consommateurs citoyens » d'une part, les messages d'entreprises intéressées à vendre de nouveaux produits verts et flatter le pouvoir de leurs clients d'autre part, et enfin d'instruments d'information et de sensibilisation dispensés par des pouvoirs publics confrontés aux freins dans la mise en œuvre autrement plus difficile d'instruments de régulation ou fiscaux. À cet égard, appeler à l'action informée des consommateurs peut donc apparaître comme une ligne de repli par rapport à des politiques plus organisées et plus efficaces.

Certes, de nombreux impacts sur l'environnement résultent de la consommation et, sans remises en cause à ce niveau aussi, les évolutions resteront fragiles. Mais ce qui a amélioré la qualité de l'air dans des villes européennes et de l'eau dans un certain nombre de régions, ce sont essentiellement des normes sur les émissions et des investissements programmés en conséquence. Les actes délibérés du consommateur n'y ont pas été pour grand-chose, même si, en tant que citoyen, il a pu faire pression pour des standards environnementaux croissants. Aujourd'hui, de nombreuses publicités automobiles tentent de séduire l'acheteur en mettant en avant des niveaux d'émission en CO₂ relativement plus faibles, assortis de primes gouvernementales, mais c'est oublier les années perdues par des constructeurs qui auraient pu mener des évolutions techniques bien plus vigoureuses en ce sens, plutôt que d'exercer des pressions pour résister aux efforts des autorités européennes pour accélérer les réductions d'émissions du secteur – et l'industrie d'un pays réputé plus vert comme l'Allemagne n'y est pas pour rien. L'orientation des investissements et des technologies constitue un instrument autrement plus puissant pour la limitation durable d'impacts écologiques que des actions individuelles fragiles, éparées, dans lesquelles il faut donc éviter de résumer les politiques de développement durable.

Tout ceci est amplifié par le constat que laisser au consommateur la sélection de produits et consommations plus écologiques se heurte à une réelle difficulté de se repérer parmi les informations disponibles et à la faible utilité que présentent les signaux envoyés par le marché, en particulier les prix.

Les acheteurs connaissent mal le détail des étiquettes et peu d'entre nous sommes capables d'analyser, voire de chiffrer, le montant de notre facture de chauffage ou d'électricité. Il est complexe, et en partie aléatoire, de chercher à rationaliser les consommations en limitant les impacts des consommations individuelles. D'autant plus que celles-ci demeurent soumises à des manipulations de messages envoyés par les industriels, avec une intensité qui pourrait croître si ces marchés « écologiques » deviennent importants. De même que malgré la vente de tant de produits réputés *light*, les courbes d'obésité et de ventes de régimes amaigrissants progressent, de même il est

possible de vendre davantage de voitures « vertes », c'est-à-dire d'un taux d'émission inférieur à la moyenne, tout en constatant une hausse des émissions du secteur des transports : consommer « vert » peut favoriser l'augmentation du nombre de véhicules vendus et de kilomètres parcourus, d'autant plus que l'industrie automobile demeure l'un des premiers annonceurs publicitaires.

En ce qui concerne les prix, l'avion par exemple est beaucoup moins cher que le train pour une série de destinations, alors qu'il est bien plus émetteur de gaz à effet de serre par kilomètre-passager. Se nourrir de produits à base de viande est souvent moins coûteux et beaucoup plus pratique que privilégier les légumes ou les fruits, alors qu'au niveau mondial on peut attribuer au secteur de la viande plus d'un cinquième des émissions de gaz à effet de serre, soit davantage que le transport. Les incitations à manger plus de poisson se heurtent à une surexploitation intenable des mers et océans. Quant à certains produits bio, ils peuvent parcourir de longues distances avant de se retrouver dans l'assiette du consommateur, ce qui donne à certains d'entre eux une forte « empreinte carbone ». Même les acheteurs de produits agricoles de proximité (comme les Amap qui se développent rapidement en France), s'ils effectuent des voyages solitaires en voiture pour aller les chercher en petites quantités en banlieue, peuvent être à l'origine d'impacts de transport plus grands que pour des produits importés.

Ceci étant, on peut constater aussi des tendances favorables. Dans le domaine des déchets ménagers, sur lequel de nombreux efforts ont porté depuis les années 1980, les collectes sélectives ont permis d'augmenter fortement le recyclage, avec un niveau de coopération des ménages qui a dépassé les attentes. Les informations sur les impacts énergétiques de produits à la vente pourraient elles aussi faire leur chemin avec le temps. On constate par exemple des glissements vers des appareils électroménagers plus éco-efficients grâce à un étiquetage obligatoire, imposé par l'Union européenne. Lorsque les impacts environnementaux sont vus comme défavorables à la santé, des effets de marché non négligeables sont suscités par les choix de consommateurs, le cas exemplaire étant le bio. Vues comme l'une des pièces d'un dispositif où entrent d'autres actions de soutien – telles que l'organisation des collectes sélectives par exemple, sans laquelle les désirs de recyclage n'auraient pu que faiblement s'accomplir – des impulsions de consommateurs ne sont pas négligeables au final.

Plaider la sobriété ?

Mais le désir de consommer n'est pas lié simplement dans notre modèle à des besoins à satisfaire, c'est une sorte de promesse d'abondance illimitée, une forme de la libre expression des préférences individuelles.

C'est pourquoi, souligner que notre consommation atteint un niveau qui n'est pas soutenable, c'est prendre de front les aspirations individuelles que tout a contribué à renforcer jusqu'à présent. Comment envisager une évolution de ces pratiques de consommation, et les envies qui lui sont sous-jacentes ?

La consommation ne peut bien sûr être vue seulement comme flux de matières, d'énergie et de déchets. Elle permet aussi des bénéfices pour les investisseurs, les entrepreneurs, et quand des politiques y incitent, pour les salariés. C'est là une explication majeure de la force d'inertie des modèles antérieurs. C'est pourquoi, une fois encore, on ne peut prétendre à modifier la consommation avec les consommateurs seuls. Au minimum, la formule aujourd'hui souvent utilisée est celle d'une modification des modes *de production et de consommation* non durables.

Mais la consommation c'est aussi, et peut-être avant tout des représentations, sans quoi il serait difficile de vendre un produit. Un produit porte avec lui l'espoir de satisfaire un besoin ou un désir, de tendre vers son image rêvée, ou encore d'espérer posséder davantage que son voisin. Et, parmi une foule de déclinaisons, ces dernières années ont vu aussi, au sein des significations attachées à la consommation, l'émergence du désir de ne pas faire de mal à la Planète ni à certaines populations (en particulier avec le travail des enfants).

Il y a quelques décennies encore, les Européens ne se posaient pas la question de la provenance de leurs biens de consommation ni ne se demandaient si ceux-ci pouvaient être source d'un sentiment de domination avouée (le thé des Indes, des produits des colonies). Aujourd'hui, au contraire, certaines origines exotiques deviennent désormais un sujet de doute, de désorientation. La même personne qui va se réjouir d'avoir fait une bonne affaire en achetant en solde trois chemises pour le prix de deux pourrait être saisie de culpabilité à l'idée de l'exploitation des travailleurs qui les ont fabriquées. Ce qui vaut également pour les chaussures de sport de marque (achetées en solde également) dont moins de 1 % va au salaire du travailleur, pour le nouvel ordinateur portable ou téléphone mobile, et ainsi de suite. L'injustice considérable du monde et le caractère destructeur de l'économie pour la nature se retrouvent alors projetés sur l'individu coupable de consommer, sommé de réparer. Les conséquences psychologiques diffèrent selon les personnes et les moments : effets de culpabilisation, réactions de cynisme, de fuite ou encore comportements de contrôle supposé des impacts dans un but, jamais atteint, de pureté morale individuelle. Des achats tout à fait minoritaires de produits de commerce équitable ou de l'agriculture bio deviennent alors des gages plus symboliques qu'efficaces envers le changement de ces situations dont les ordres de grandeur sont sans comparaison.

Pendant ce temps, dans des villages agricoles du tiers-monde où vit plus d'un tiers de l'humanité, des personnes qui ont à peine le nécessaire regardent à la télévision les modèles de consommation que les élites du Nord et de certains pays du Sud continuent à diffuser.

Dans un contexte si difficile, comment les évolutions de la consommation peuvent-elles être envisagées (notamment après cette crise de 2008-2009) ?

Les contraintes économiques devraient encore et toujours continuer à produire des effets importants et éventuellement brutaux. La hausse du prix du pétrole, dont beaucoup d'éléments font penser qu'elle restera forte dans les prochaines années, pourrait provoquer une série de changements considérables dans le monde entier. D'autres évolutions économiques de fond vont affecter la consommation, telles que la hausse possible, et souhaitable, des salaires de travailleurs dans des pays pauvres voire, plus fondamentalement, un affaiblissement partiel des avantages économiques considérables du Nord sur le Sud, hérités de l'histoire et confortés par l'organisation économique de la deuxième moitié du XX^e siècle. Si l'on pense aussi aux besoins croissants en terre agricole dans le monde, et si l'on croit à des possibilités de diminuer l'exploitation quasi gratuite de ressources naturelles, les niveaux de consommation matérielle de certaines ressources naturelles devraient stagner ou diminuer dans les pays riches.

Un discours écologiste déjà ancien mais de plus en plus répandu rappelle que la surconsommation nuit à la fois à l'environnement et à une authentique qualité de la vie. Aujourd'hui, des indicateurs sophistiqués confortent cette vision, même s'il faut se garder d'idéaliser les sociétés traditionnelles, moins nuisibles à la nature, mais en proie à leurs maux de misère et d'injustice.

L'appel à reconsidérer les désirs et les habitudes de consommation de nos vies si dommageables pour les ressources de la planète et les sociétés qui l'habitent (et l'habiteront demain) ne peut être simpliste, sous peine d'être une invocation plus ou moins hypocrite, d'ailleurs peu opérante, et qui évoque, sur le thème du dépouillement voire de la pénitence, certaines vulgates religieuses du passé. Il est néanmoins indispensable. L'appel à la sobriété a de nombreux éléments contre lui, à commencer par la poursuite des trajectoires et des processus en cours, y compris parce que cela correspond aux intérêts de larges parts de la société, sans oublier la complexité des situations concrètes face à ce discours général.

Mais il a aussi des atouts. Le principal est que ce qui se joue dans la consommation pour le consommateur se situe dans une très grande mesure au niveau des représentations, et non de la matérialité de l'objet. Cela ouvre donc des perspectives pour une poursuite, y com-

pris un raffinement, de consommations moins importantes en terme matériel. Si l'on parvient à découpler davantage l'importance de l'économie marchande du bien-être dans la société, on pourrait diminuer la centralité du terme même de consommation, et redonner plus de place aux relations et échanges humains, dont les objets de consommation ne sont que des excroissances, parfois dévoyées. Enfin, un dernier atout, certes ténu mais tenace, est qu'une fois que ce type d'analyse a été effectué par un individu, il devient de plus en plus insatisfaisant pour lui de poursuivre sur les mêmes habitudes, et que ces évolutions de conceptions jouent comme des ferments de changements. Ici aussi, il n'est pas facile pour le consommateur individuel de se déconditionner, même partiellement, de son attitude atomiste, quand il se voit volontairement seul dans sa course à l'accomplissement personnel, pour prendre davantage conscience des liens et des relations, dans lesquels, fût-ce fantasmatiquement, il mesure son propre accomplissement existentiel. On consomme comme quelqu'un d'autre ou par rapport à d'autres auxquels on se compare, et les améliorations techniques proposées n'auront des chances de succès que si elles sont domestiquées par cet enchevêtrement de représentations et de relations humaines.

Les acteurs du changement

Si nous vivons actuellement le passage d'un seuil dans la prise de conscience des enjeux environnementaux, les études sur les impasses écologiques qui nous attendent ont déjà une certaine ancienneté. Il existe tout un savoir accumulé et solide sur le sujet. Pourtant, il n'a jamais permis jusqu'à présent d'embrayer sur des changements de comportement. En quoi les choses sont-elles différentes aujourd'hui ? N'est-ce pas la question des acteurs capables de porter les changements qui est posée, notamment dans le domaine politique ? Quels sont les acteurs qui paraissent susceptibles de faire bouger les choses ? Faut-il, en particulier, compter sur les partis généralistes ou plutôt sur les partis écologistes ? Enfin, l'ampleur des difficultés qui se présentent peut favoriser soit une posture techniciste qui s'en remet à de nouveaux progrès techniques pour résoudre les problèmes posés par la technique (green tech, notamment), en reconduisant finalement un optimisme scientifique qui est le propre de notre tradition moderne, soit une posture radicale, de rejet de l'ensemble du « système » qui peut mener à un pessimisme fataliste ou à des attitudes politiques immaîtrisables. Comment pourrait-on caractériser une approche « démocratique » du problème, c'est-à-dire qui peut préserver les idéaux de liberté, d'égalité et de justice ?

On peut rappeler qu'au tournant des années 1970, avant la première grande crise pétrolière, les préoccupations environnementales

étaient devenues particulièrement fortes aux États-Unis d'abord, puis en Europe. Des travaux marquants comme le rapport *Halte à la croissance ?* publié par le Club de Rome, ou la pensée d'Ivan Illich ou d'André Gorz, prônaient des ruptures avec la croissance économique et le développement technique. C'est justement cette analyse en termes de confrontation entre changements écologiques forts et trajectoires de développement, que le projet du développement durable a tenté de modifier par la suite, à travers un projet réformiste.

Aujourd'hui, face à une aggravation des tensions et à l'anticipation de ruptures, on voit réapparaître, avec les mouvements prônant la décroissance, des projets ayant une filiation avec cette effervescence écologique des débuts. À la veille de la Conférence de Copenhague sur le climat, on assiste à la diffusion de discours et d'analyses sur les questions environnementales, et surtout climatiques, selon de multiples modalités. Depuis les positions radicales relayées par diverses formes de militantisme, jusqu'aux programmes industriels orientés vers un monde « post-carbone », en passant par les politiques publiques de différents niveaux cherchant à concilier objectifs sociaux, économiques et environnementaux. Ce qui ressort de la période actuelle est sans doute l'augmentation importante de l'intensité avec laquelle ces thèmes, autrefois relativement marginaux, s'invitent dans la centralité des médias et des politiques. Pour ne prendre qu'un petit exemple, une étude a révélé que, ces dernières années, le journal *Le Monde* mentionne les questions climatiques en moyenne plus de deux fois dans chacune de ses éditions³.

L'optimisme technologique ne paraît décidément plus en mesure d'apaiser les esprits. Les technologies feront partie des solutions, pour tous les camps, mais elles nécessitent des orientations, non seulement pour leurs effets secondaires, comme cela a été le cas par des améliorations réelles envers les risques qui leur sont associées, mais pour accélérer des réductions fortes d'intrants en matières et en énergie. Il existe des stratégies de régulations étatiques en lien avec de grandes entreprises dans ce sens, et elles sont nécessaires étant donné les changements structurels à apporter, en coordination avec les évolutions internationales. Elles nécessitent pour autant des analyses et un contrôle démocratique, sur la distribution des coûts et des avantages dans la société. Ainsi, par exemple, la modeste taxe carbone décidée en France s'accompagnera pour les entreprises d'une suppression de taxe professionnelle d'un montant supérieur au surcoût engendré pour elles. Est-ce justifié ? L'effort devrait aussi viser une foule « d'acteurs intermédiaires » tels que des gestionnaires locaux, des professionnels de tous ordres. À elle seule, la mise en

3. S. Aykut, *la Construction du changement climatique comme problème public. Débat médiatique et expertise climatique en France et en Allemagne*, Paris, Centre Koyré, EHESS (à paraître).

œuvre des objectifs de Grenelle dans le secteur du bâtiment demandera de nombreux changements pratiques pour lesquels ce secteur n'est pas prêt.

La plus grande importance prise par les questions écologiques a également une conséquence sur les questions sociales plus traditionnelles comme les inégalités. La hausse du prix accordé aux ressources naturelles et énergétiques, si elle devient significative, entre évidemment en conflit avec le pouvoir d'achat des catégories plus démunies. Plus généralement, il est crucial d'anticiper les retombées de changements technologiques forts, non seulement sur le plan de leur rentabilité, mais aussi sur celui de leurs incidences sociales et, dans toute la mesure possible, d'associer les citoyens aux choix de scénarios adoptés. Au minimum, il s'agit d'augmenter les capacités des individus à faire face à ces changements, grâce à des informations claires et en mettant à leur disposition de réels moyens de choix et d'adaptation. On pourra ainsi, espérons-le, éviter la figure d'une écologie restrictive, de gestion de la pénurie ou des effondrements, voire de limitation des libertés par un contrôle accru des comportements individuels au nom de motivations écologiques.

Dans ce contexte évidemment, le rôle des partis politiques, mais aussi de toute une série d'organisations collectives intermédiaires, reste essentiel. Les partis écologistes ont l'avantage de compter dans leurs rangs des individus conscients de ces questions alors que, pour de nombreux mandataires de partis généralistes, cette connaissance demeure encore limitée, même si une évolution est sensible. Il est clair cependant que les questions écologiques, même si elles sont appelées à évoluer et se reconfigurer à mesure de leurs interactions et contradictions avec d'autres enjeux et acteurs, font partie pour longtemps des enjeux auxquels toutes les forces politiques sont appelées à contribuer.

Propos recueillis par Olivier Mongin et Marc-Olivier Padis

Quelques références

- P. Cornut, E. Zaccai et T. Bauler, *Environnement et inégalités sociales*, Bruxelles, Éd. de l'Université de Bruxelles, 2007.
- Edwin Zaccai, *le Développement durable. Dynamique et constitution d'un projet*, Berne-Bruxelles, Peter Lang, 2002.
- , *Sustainable Consumption, Ecology and Fair Trade*, Londres, Routledge, 2007.
- , « Développement durable : l'idéologie du XXI^e siècle », Grand dossier « Idéologies, le retour de flamme », *Sciences humaines*, mars-avril-mai 2009, n° 14.
- et I. Haynes, *la Société de consommation face aux défis écologiques*, Paris, La Documentation française, coll. « Problèmes politiques et sociaux », 2008, n° 54.